Proposition du SNEP-FSU de déclaration en réunion de pré-rentrée

*A amender, modifier, travailler en inter-syndicale, préciser en fonction des contextes locaux…*

Date de publication  : 28/08/2024

*Au vu de la situation inédite de rentrée, nous invitons les personnels à se réunir en AG ou Heure mensuelle d’information syndicale dès la prérentrée pour faire un premier bilan de la rentrée et échanger sur les perspectives de mobilisations.*

**Une rentrée qui appelle à l’engagement pour l’Ecole, les Services Publics et le respect de la démocratie.**

**Situation de l’Ecole Publique**

Le Service Public d’éducation est à bout de souffle. Depuis 2017, ce sont 8 000 suppressions d’emplois d’enseignant.es dans le 2nd degré public, pour un nombre d’élève en hausse. Ce sont les différentes réformes (voie professionnelle, Lycée, Parcoursup, choc des savoirs), qui s’empilent à marche forcée et contre l’avis d’une majorité de personnels, qui ont pour conséquence de rendre l’école publique française de plus en plus inégalitaire et remet en cause l’objectif de démocratisation. L’Ecole s’éloigne de sa fonction émancipatrice et de la devise républicaine « liberté, égalité, fraternité ». L’affaiblissement du Service Public a aussi pour conséquence de renforcer l’école privée. Pour la FSU, ce n’est pas en continuant de dégrader le service public et en entretenant une école pour les plus favorisés que les inégalités se résorberont et que le vivre-ensemble progressera.

Valse des ministres depuis Blanquer mais toujours les mêmes orientations qui nuisent aux élèves et aux personnels malgré l’opposition unanime des organisations syndicales, méprisant la voix des représentants des personnels dans les instances.

Un changement de cap dans le respect des professionnels qui font l’Ecole est urgent.

**Situation suite aux législatives**

Cette rentrée est particulière au vu de la situation politique. Suite à la décision de dissolution et aux élections législatives qu’il a convoqué en fin d’année scolaire dernière, Le Président de la République refuse de prendre en compte le résultat des urnes en nommant un·e 1er ministre issue de la coalition arrivée en tête aux élections. La rentrée scolaire se fait donc avec une ministre démissionnaire… C’est un véritable déni de démocratie. Ainsi les réformes rejetées massivement (choc des savoirs, voie professionnelle, formation professionnelle continue hors temps scolaire) se mettent en place contre l’avis et la mobilisation des personnels qui aura tout de mêmepermis de stopper plusieurs réformes régressives comme celle de la formation des enseignants ou la fusion des missions des AED et AESH.

Lors de ces élections législatives, pour battre l’extrême droite et rompre avec les politiques néolibérales dont elle se nourrit, la FSU a appelé à voter dès le premier tour pour une véritable alternative de progrès et de justice sociale que l’on retrouve dans le programme du Nouveau Front Populaire. Elle l’a fait, pour la 1ere fois de son histoire, en toute indépendance vis-à-vis des partis politiques et avec la gravité liée à un contexte inédit de danger imminent pour les droits et les libertés, mais aussi avec exigence et sans concession pour un futur gouvernement.

En dépit des résultats des urnes, les politiques austéritaires se poursuivent. G Attal en tant que 1er ministre démissionnaire a envoyé une « lettre plafond » aux ministres pour préparer le budget 2025 en reconduisant pour l’essentiel les crédits alloués cette année : c’est inacceptable. Le programme porté par le Nouveau Front Populaire, qui a obtenu une majorité relative à l’Assemblée Nationale est pourtant inverse à cette orientation : renforcement des Services Publics, dont l’Ecole, abrogation du choc des savoirs, plans de recrutements, plans de titularisations (notamment pour les AESH), réduction des effectifs par classe, hausse du point d’indice de 10%, abrogation de la retraite à 64 ans notamment. Pour la FSU une des priorités est de dégager 50 Mds d’euros de recettes fiscales pour revaloriser le point d’indice de 10% dès 2025 (environ 20 Mds) et créer une dotation d’urgence de 30 Mds pour les Services Publics.

En effet, il y a urgence à améliorer les conditions de travail, à engager des plans de recrutements et de titularisation ainsi qu’à augmenter les salaires pour tous personnels de l’Education Nationale. C’est indispensable tant par respect de leur engagement, pour faire face à l’inflation, mais aussi pour rendre plus attractifs ces métiers indispensables.

**Situation économique**

Les richesses existent dans notre pays pour aller vers le progrès social et plus d’égalité. Une des nouvelles de l’été, c’est l’amplification de l’accumulation des richesses par les ultras-riches en France. Les 500 familles les plus riches de France, classées annuellement par le magazine Challenges, accumulent 1 228 Milliards d’euros (cela équivaut à plus de 45% du PIB) : leur patrimoine a triplé en une décennie et plus que doublé depuis 2017 ! La répartition des richesses est une urgence pour notre République.

**Nécessité de se mobiliser**

Si le Président de la République tente d’effacer le résultat des urnes, c’est parce qu’il ne souhaite pas de changement de la politique néo-libérale qu’il mène depuis 2017. Il refuse une répartition plus égalitaire des richesses pour répondre aux besoins de la population.

Les améliorations nécessaires pour les Services Publics, l’Ecole et ses personnels, ne viendront pas « naturellement » et seront, comme à l’habitude, le fruit des mobilisations. Il est donc indispensable que chacun.e de nous pèse pour orienter les choix à venir vers plus de Service Public, d’égalité, de fraternité, de laïcité, de liberté, de paix et de démocratie. Pour cela, et parce que nous sommes plus forts ensemble qu’isolés, nous invitons chaque personnel à se syndiquer dès la rentrée pour augmenter un rapport de force indispensable dans le contexte. Nous invitons tous les personnels à se rassembler régulièrement dans l’établissement, notamment lors des heures mensuelles d’informations syndicales, pour y porter analyses et réflexions et construire les revendications.

Des pré-avis de grève ont déjà été déposés à partir du 30 août jusqu’au 1er octobre (notamment par le SNES et le SNEP-FSU). Dans le 1er degré, la FSU-SNUIpp appelle à la grève le 10 septembre contre le choc des savoirs, des rassemblements sont prévus le 7 septembre sur tout le territoire pour le respect de la démocratie. Des échéances de mobilisations sociales sont en construction et nous vous appelons à vous y engager.

La section syndicale de la FSU souhaite à tous les personnels de l’établissement dans le contexte une rentrée 2024 combative pour l’avenir de nos élèves et le respect de nos métiers.